

CONSEIL DE TERRITOIRE

24 FEVRIER 2020

APPROBATION

Règlement Local de Publicité intercommunal

NOTICE
EXPLICATIVE



Vallée Sud
Grand Paris

Une profonde réforme du droit de l'affichage extérieur a été opérée par la loi du 12 juillet 2010 portant Engagement National pour l'Environnement (ENE) dite loi « Grenelle II ». Elle vise à « protéger le cadre de vie en limitant la publicité extérieure, tout en permettant l'utilisation de moyens nouveaux. » Le décret n° 2012-118 du 30/01/2012 encadre et précise la mise en œuvre de la réforme. Les dispositions du code de l'environnement et du décret n° 2012-118 du 30/01/12 constituent la réglementation nationale applicable à la publicité (RNP).

Le Règlement Local de Publicité (RLP) adapte au contexte local les dispositions du Règlement National de Publicité (RNP). Le RLP peut, notamment dans certaines zones, réglementer la surface des dispositifs publicitaires, restreindre les conditions d'installation de certains types de dispositifs comme ceux scellés au sol, ou encore introduire des règles de densité spécifiques. Dans l'unité urbaine de Paris, le RLP doit fixer les obligations et modalités d'extinction des publicités et peut durcir celles nationales déjà en vigueur pour les enseignes. Le RLP n'a pas l'obligation de réglementer les enseignes.

Conformément à l'article L 581-14 du code de l'environnement, l'Etablissement Public de Coopération Intercommunal (EPCI) compétent en matière de Plan Local d'Urbanisme (PLU) peut élaborer sur l'ensemble du territoire de l'EPCI un RLP. Dans le cadre de la loi NOTRe, l'Etablissement Public Territorial (EPT) Vallée Sud - Grand Paris est compétent en matière de PLU depuis le 1er janvier 2016 et donc en matière de RLP.

Le RLP est élaboré, révisé ou modifié conformément aux procédures d'élaboration, de révision ou de modification des Plans Locaux d'Urbanisme définies au titre V du livre I^{er} du code de l'urbanisme, à l'exception des dispositions relatives à la procédure de modification simplifiée prévue par l'article L 153-45 et des dispositions transitoires du chapitre IV du titre VII du code de l'urbanisme.

Les RLP approuvés avant la loi ENE sont dits de première génération. L'article L 581-14-3 du code de l'environnement précise qu'ils seront caducs le 13 juillet 2020 s'ils n'ont pas été révisés ou modifiés. Si un RLPi a été prescrit, ils seront caducs le 13 juillet 2022. A leur caducité, ces RLP laisseront donc place aux dispositions du RNP. Les RLP dits de deuxième génération, approuvés après la loi ENE, ne sont pas concernés par la caducité.

L'EPT Vallée Sud - Grand Paris dénombre cinq RLP de première génération. Il s'agit des RLP des communes d'Antony, de Clamart, de Fontenay-aux-Roses, de Montrouge et de Sceaux.

Les RLP de ces communes, approuvés avant l'entrée en vigueur la loi Grenelle II seront donc caducs le 13 juillet 2020 s'ils n'ont pas été révisés.

L'EPT Vallée Sud - Grand Paris dénombre également trois RLP dits de deuxième génération. Il s'agit des RLP des communes de Châtenay-Malabry, de Châtillon et du Plessis-Robinson.

Les communes de Bagneux, Bourg-la-Reine et Malakoff ne sont pas dotées de RLP.

Le 13 juillet 2020, seuls trois RLP sur le territoire de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris seront toujours en vigueur. C'est pourquoi le Conseil de Territoire a engagé la procédure d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal (RLPi) par la délibération n° CT 22/2019 du 26 mars 2019.

1. La délibération a défini les objectifs de l'élaboration du RLPi suivants :

- 1/ Pérenniser, dans la limite des possibilités légales, le niveau de protection défini par les RLP en vigueur ;
- 2/ Faire évoluer les RLP en prenant en compte les évolutions législatives et réglementaires issues des Loi portant Engagement National pour l'Environnement du 12 juillet 2010 et celle relative à la Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine du 7 juillet 2016 ;
- 3/ Maintenir la protection des nombreux lieux patrimoniaux (sites inscrits, Sites Patrimoniaux Remarquables, abords de Monuments Historiques ...) tout en y admettant ponctuellement de la publicité notamment sur mobilier urbain ;
- 4/ Tenir compte des évolutions urbaines des communes (nouveaux quartiers, requalification de grands axes comme la RD 920...), et des projets d'aménagement ;
- 5/ Encadrer les nouvelles formes de publicité légalisées par la loi Grenelle II : micro-affichage publicitaire sur devantures, dispositifs numériques, bâches publicitaires et dispositifs de dimensions exceptionnelles ;
- 6/ Adapter la densité admise sur le domaine privé en fonction des secteurs ;
- 7/ Protéger les secteurs résidentiels pour maintenir la qualité paysagère en interdisant ou limitant fortement les dispositifs publicitaires, notamment ceux scellés au sol ;
- 8/ Assurer une cohérence de traitement de la publicité sur les axes structurants aux séquences similaires (RD906, RD920...) ;
- 9/ Fixer les modalités et obligations d'extinction de la publicité lumineuse ;
- 10/ Instituer des règles de positionnement des enseignes traditionnelles dans les centres-villes et en lieux protégés, qui garantissent leur bonne intégration paysagère. Dans les zones d'activités, maintenir la réglementation nationale déjà très contraignante.

2. Le projet de RLPi arrêté le 25 juin 2019

Le rapport de présentation se compose de quatre parties :

- Introduction ;
- Diagnostic ;
- Objectifs et orientations du RLPi ;
- Explication des choix retenus.

Le règlement :

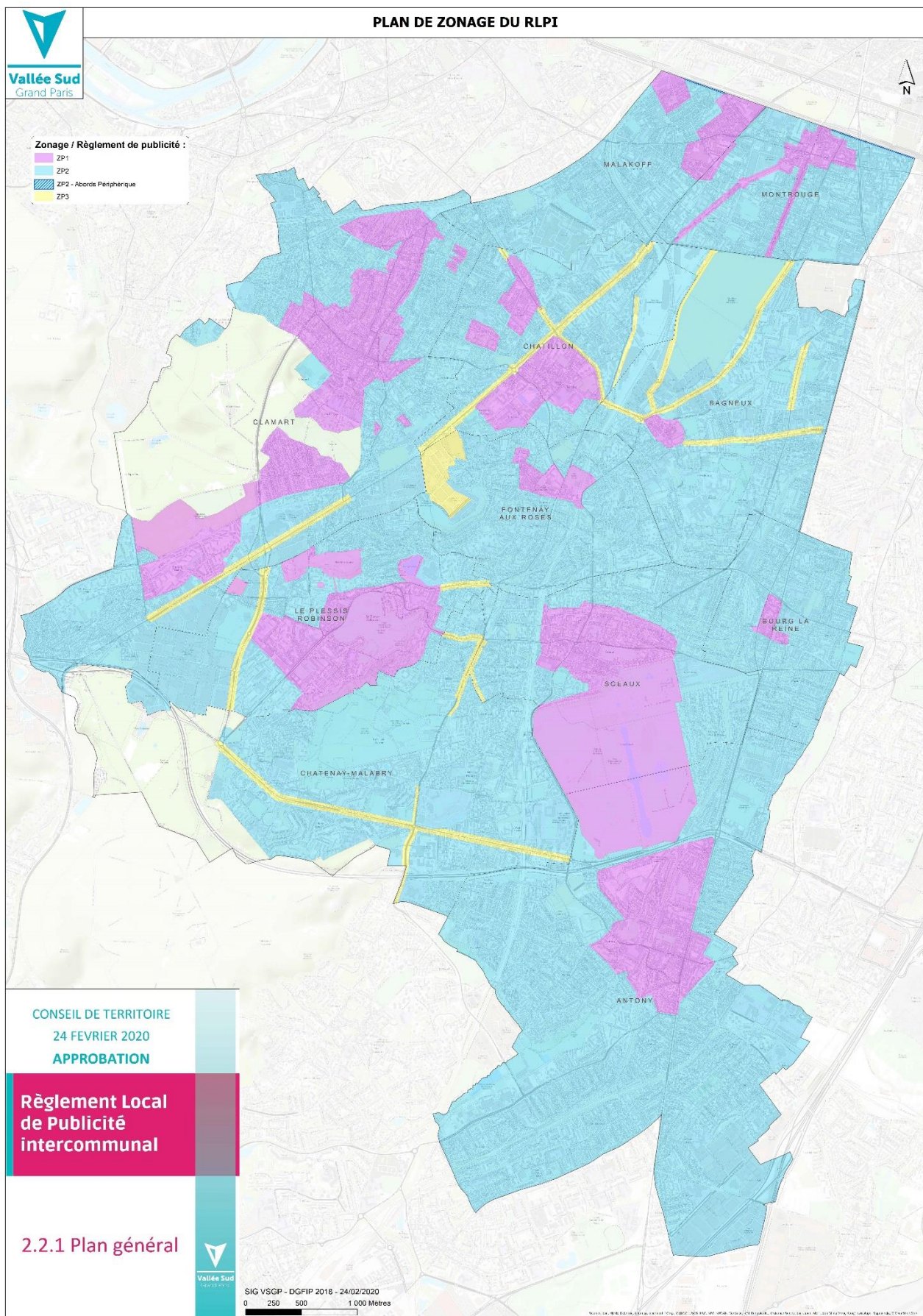
Au regard de la formulation des objectifs et des orientations, le règlement de Vallée Sud - Grand Paris est articulé en deux parties, l'une consacrée au régime de la publicité et des pré-enseignes, l'autre à celui des enseignes. Les pré-enseignes ne font pas l'objet d'un traitement particulier puisque, conformément au code de l'environnement, elles sont soumises aux dispositions qui régissent la publicité.

Ainsi, trois zones de publicité sont instaurées, sur l'ensemble du territoire intercommunal :

- **La zone de publicité 1 (ZP1)** constitue la zone où les restrictions apportées sont les plus importantes. Elle correspond à titre principal aux lieux d'interdiction légale de publicité (périmètres délimités d'abords en totalité, tout ou partie du rayon de 500 m autour d'un monument historique, sites patrimoniaux remarquable et sites inscrits en totalité). Dans un souci de cohérence géographique et paysagère, la délimitation de la ZP1 ne se limite pas aux seuls lieux d'interdiction légale ; en particulier, dans l'attente de la délimitation généralisée de périmètres d'abords des monuments historiques. La ZP1 correspond donc à un secteur géographique « homogène » organisé à partir des principaux lieux d'interdiction légale. Y sont admis essentiellement des publicités de 2 m² au plus, apposées sur mobiliers urbain.
- **La zone de publicité 2 (ZP2)** est la zone majoritaire. Elle correspond à un niveau de protection « intermédiaire » : seule la publicité murale y est autorisée, sur des façades aveugles (interdiction sur mur de clôture ou mur de soutènement par exemple), et fortement limitée en nombre (1 dispositif par mur et voie) et en surface (8 m² d'affichage et 10,60 m² avec bordure). La publicité scellée au sol y est interdite, considérée comme un obstacle visuel supplémentaire dans le paysage (alors que la publicité sur mur repose sur un support existant indépendamment de la publicité qu'il reçoit).
- **La zone de publicité 3 (ZP3)** couvre toutes les autres parties agglomérées qui ne sont pas classées en zones de publicité 1 ou 2, à savoir certains grands axes et certains secteurs périphériques des villes. Y sont admis les dispositifs admis en ZP2 et les dispositifs scellés au sol dans des conditions de densité contraignantes, qui permettent de protéger les ensembles pavillonnaires à parcellaire étroit.

Le zonage :

La simplicité du zonage a été recherchée, afin d'aboutir à un document immédiatement intelligible et donc plus facilement applicable et respecté.



Les annexes comprennent :

- Un plan des lieux d'interdiction absolue de la publicité ;
- Un plan des lieux d'interdiction relative de la publicité ;
- Un plan des lieux d'interdiction des dispositifs publicitaires scellés au sol ;
- Les arrêtés municipaux fixant les limites d'agglomération des communes.

3. Depuis l'arrêt du projet du RLPI

Par la délibération n° CT2019/062 du 25 juin 2019, le Conseil de Territoire Vallée Sud - Grand Paris a tiré le bilan de la concertation et arrêté le projet de Règlement Local de Publicité intercommunal.

Le projet arrêté a été transmis aux personnes publiques associées visées aux articles L132-7 et L132-9 du code de l'urbanisme, et aux maires des onze communes composant l'EPT par courrier en date du 15 juillet 2019.

Le projet de RLPI arrêté a également été transmis à deux associations agréées, Val-de-Seine Vert et Environnement 92, qui en avaient fait la demande au cours de l'élaboration du RLPI, au titre de l'article L 132-12 du code de l'urbanisme.

Enfin, conformément aux articles L 581-14-1 et R 341-16 du code de l'environnement, le projet de RLPI arrêté a été transmis à la Commission Départementale de la Nature, des Paysages et des Sites.

Par arrêté n° A 50/2019 du 19 septembre 2019, le Président de l'EPT a prescrit l'ouverture de l'enquête publique relative à l'élaboration du RLPI qui s'est tenue du lundi 21 octobre au mardi 19 novembre 2019.

Plusieurs mesures de publicité préalables ont été effectuées pour informer les habitants de cette enquête publique :

- Affichage de l'avis faisant connaître l'ouverture de l'enquête publique sur tous les panneaux municipaux des onze villes du Territoire et aux sièges social et administratif de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris du 4 octobre au 19 novembre 2019, soit au moins 15 jours avant le début de l'enquête publique et pendant toute la durée de celle-ci ;
- Insertion de cet avis dans les journaux *Le Parisien* Edition 92 et *Les Echos* le 7 octobre et le 25 octobre 2019 ;
- Insertion de cet avis sur un site internet dédié et via un lien depuis les sites internet de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris et des onze villes du Territoire ;
- Information dans les magazines municipaux d'Antony, Bourg-la-Reine, Fontenay-aux-Roses, Le Plessis-Robinson, Malakoff, Montrouge et Sceaux ;
- Information dans deux articles du *Parisien* édition 92 les 21 et 30 octobre 2019.

Le public a pu consulter le dossier :

- Sur un site internet dédié et via un lien vers ce site depuis les sites internet de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris et des onze villes du Territoire ;
- Depuis un poste informatique mis à disposition du public à l'accueil du siège administratif de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris ;
- A l'accueil du siège administratif de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris et dans les onze mairies des villes du Territoire.

Le public a pu faire des observations sur le dossier soumis à enquête publique :

- Sur le registre dématérialisé hébergé sur un site internet dédié et accessible via un lien depuis les sites internet de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris et des onze villes du Territoire ;

- Sur un registre papier ouvert à l'accueil du siège administratif de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris et dans les onze mairies des villes du Territoire ;
- Par courrier postal à l'attention du Commissaire Enquêteur ;
- Par courriel à une adresse mail dédiée.

Le Commissaire Enquêteur a tenu 5 permanences les lundi 21 octobre (une permanence en matinée et une permanence l'après-midi), le mercredi 13 novembre, le samedi 16 novembre et le mardi 19 novembre 2019.

Durant l'enquête publique, le projet de modification, l'exposé des motifs et les avis émis par les personnes publiques associées ont été mis à disposition du public à l'accueil du siège administratif de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris, dans les onze mairies des villes du Territoire et sur le site internet dédié à l'enquête publique.

48 observations ont été formulées sur le registre dématérialisé et 4 observations sur le registre papier mis à disposition au siège administratif de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris. 1 pétition comptant 69 signatures a été déposée.

Ces observations portaient sur les thèmes suivants :

- Modalités de la concertation et résultats ;
- Observations hors champ d'application du RLPi ;
- Impact de la publicité sur l'environnement et la santé ;
- Rejet de la publicité en général et rejet de la publicité numérique en particulier ;
- Zonage et abords des Monuments historiques ;
- Dispositifs aux mobiliers spécifiques ;
- Extinction nocturne ;
- Forme et contenu des documents ;
- Enseignes.

Les personnes publiques associées suivantes ont émis un avis sur le projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal :

- Le Département des Hauts-de-Seine en date du 4 septembre a émis un avis favorable ;
- La Chambre de Métiers et de l'Artisanat en date du 20 septembre 2019 a indiqué que le dossier n'appelait pas d'observations ;
- Le Préfet des Hauts-de-Seine en date du 4 octobre 2019 a émis un avis favorable sur le projet de RLPi arrêté et a invité l'EPT à prendre en considération ses différentes remarques afin de faciliter la compréhension et l'appropriation du RLPi. Ces remarques ont essentiellement porté sur le rapport de présentation.

En date du 15 octobre 2019, la Commission Départementale de la Nature des Paysages et des Sites, réunie en format « publicité » a émis un avis favorable sous réserve de la prise en compte des remarques formulées par la DRIEE.

Les observations émises lors de l'enquête publique et les avis des personnes publiques associées ont été retranscrites par le Commissaire Enquêteur dans son procès-verbal de synthèse transmis à l'EPT Vallée Sud - Grand Paris dans les 8 jours qui ont suivi la clôture de l'enquête publique, le 22 novembre 2019. L'EPT Vallée Sud - Grand Paris y a répondu dans le mémoire en réponse qui a été adressé au Commissaire Enquêteur, le 6 décembre 2019.

Tenant compte de ces remarques et avis ainsi que du mémoire en réponse, le Commissaire Enquêteur a remis son rapport et ses conclusions motivées le 19 décembre 2019. Il donne un avis favorable sur le projet d'élaboration du Règlement Local de Publicité intercommunal de Vallée Sud - Grand Paris. Le rapport et les conclusions du commissaire enquêteur sont disponibles au siège administratif de l'EPT Vallée Sud - Grand Paris, dans les mairies des 11 communes composant le Territoire, ainsi que sur le site internet de Vallée Sud - Grand Paris.

4. Le projet de RLPi proposé à l'approbation du Conseil de Territoire

Les avis recueillis de la part des PPA et les résultats de l'enquête publique ont permis d'apporter les ajustements suivants au projet de RLPi arrêté le 25 juin 2019 :

- Dans le rapport de présentation :
 - Il n'est pas fait mention que la ZP1 de Malakoff couvre une partie de la Coulée Verte (page 77), cette précision sera apportée

Malakoff :

A Malakoff, commune sans RLP, la ZP1 ~~de la commune de Malakoff~~ correspond exactement aux 3 périmètres délimités autour des monuments historiques (autour de la Maison des Arts, de l'usine Clacquesin et de la faculté de droit), dont une partie intègre des séquences du boulevard Adolphe Pinard en bordure du périphérique, ~~ainsi qu'à la coulée verte.~~

- La mention de la notion d'interdiction « relative » pour les lieux protégés concernés (page 78 et suivantes) sera apportée,
- La justification de la délimitation de la ZP1 et de la ZP2 est étoffée (pages 78 et 79)

ZP1

A l'inverse, quelques parties de certains lieux d'interdiction relative de publicité, notamment des périmètres de 500 m de Monuments Historiques sans co-visibilité établie, ou de site patrimonial étendu, ne sont pas intégrées à la ZP1 mais à la ZP2. Ce choix a été fait pour tenir compte notamment de pratiques d'affichage qui étaient admises jusqu'alors par les RLP communaux antérieurs ou la réglementation nationale et dont la remise en cause ne paraissait pas se justifier. Le RLPi prend en compte ces situations communales particulières, sans remettre en cause la cohérence globale du document.

La ZP1 correspond donc à un secteur géographique « homogène » organisé à partir des principaux lieux d'interdiction légale et ~~d'éléments urbains ou paysagers significatifs.~~

ZP2

La zone de publicité 2 est la zone majoritaire. Elle correspond à un niveau de protection « intermédiaire » ~~applicable à presque tous les secteurs résidentiels, hors centralités.~~

Elle concerne également les quelques parties de certains lieux d'interdiction relative de publicité, exclues de la ZP1 précédente, dans lesquelles sont maintenues des possibilités très encadrées d'affichage publicitaire déjà admises antérieurement.

- La justification de la règle relative aux dispositifs scellés au sol est précisée (page 78),

les dispositifs scellés au sol sur les quais des gares (dans la limite de 8 m² de surface d'affichage et 10,60 m² avec moulure) ainsi que ceux liés aux stations de tramway (dans la limite de 2 m²), la publicité numérique sur tous ces dispositifs étant limitée à 2 m².

La plupart des quais de gare à ciel ouvert du territoire (essentiellement celles du RER B) étant situés en contrebas des voies routières, les dispositifs scellés au sol qui y sont implantés, ne portent pas atteinte aux perspectives extérieures.

- Une précision est apportée à la justification de la règle relative à la surface des dispositifs muraux (page 88)

POSSIBILITE EN ZP3

En ZP3, les publicités scellées au sol ou installées directement sur le sol relèvent des règles nationales :

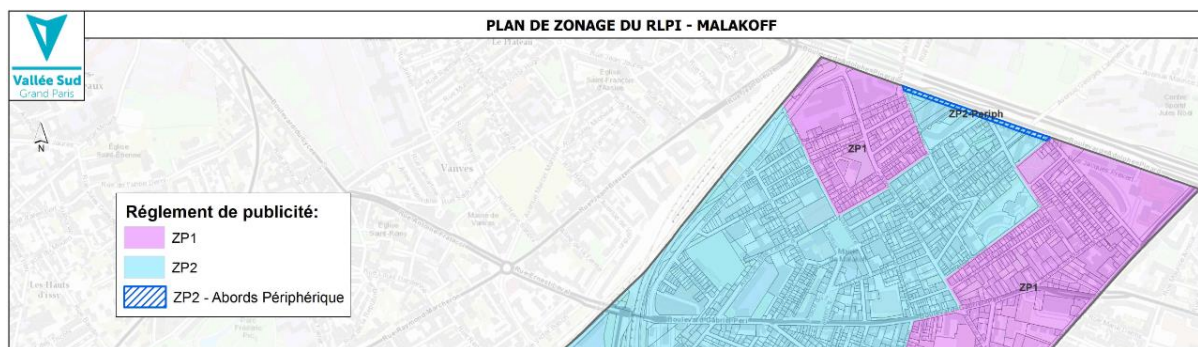
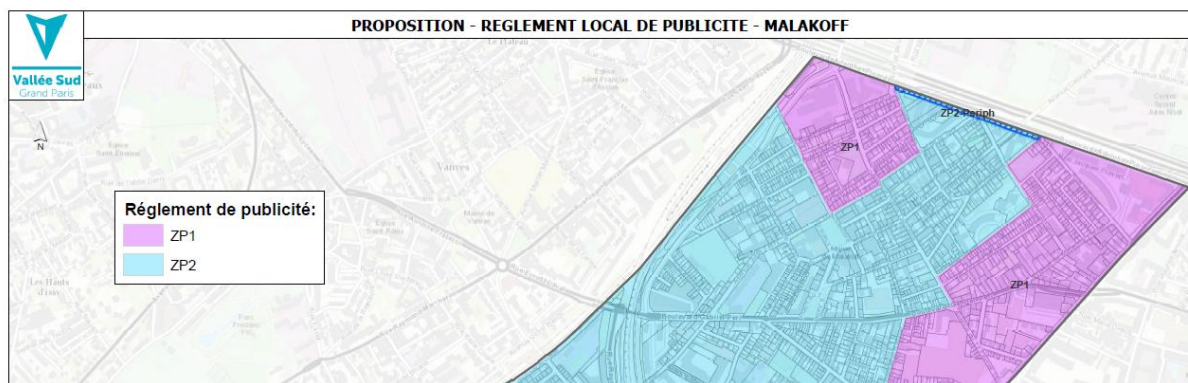
- interdiction en espaces boisés classés et zones naturelles des PLU ;
- interdiction de visibilité des affiches à partir d'une autoroute, bretelle d'autoroute, route express, ou de toute autre voie routière située hors agglomération ;
- hauteur limitée à 6 m au-dessus du sol, distance supérieure à la moitié de leur hauteur par rapport aux limites séparatives - hors limites des voies de circulation - et distance minimale de 10 m par rapport aux baies des habitations voisines.

Ces règles sont complétées par les restrictions locales suivantes :

- **Surface** : La surface unitaire des dispositifs non lumineux ou éclairés par projection ou transparence est limitée à 8 m² d'affichage et à 10,60 m² cadre compris (même règle que les publicités sur bâtiments). La surface unitaire maximale des dispositifs lumineux est limitée à 2 m² (cf. ci-après).

Comme pour les dispositifs muraux, le choix du RLPI est de privilégier la réduction de « l'encombrement visuel » des dispositifs, en limitant la surface de l'affiche et celle avec encadrement. Cette double limitation permet de minorer l'effet d'écran que provoque ce type de dispositif, apposé en dehors d'un support existant. Une telle disposition est en outre conforme à l'instruction du gouvernement du 18 octobre 2019 relative aux modalités de calcul des formats des publicités.

- Dans le document graphique dédié à la ville de Malakoff, la légende du secteur spécifique délimité en bordure du périphérique n'a pas été retranscrite, cette erreur sera corrigée ;



- Dans les dispositions réglementaires concernant les dispositifs publicitaires scellés au sol, aux articles 2, 3 et 4, la mention « installées directement sur le sol » sera précisée ;

ARTICLE 2 :

- sur les dispositifs scellés au sol **ou installés directement sur le sol**, implantés sur les quais de gare :
 - la surface unitaire des dispositifs non lumineux ou éclairés par projection ou transparence est limitée à 8 m² d’affichage et à 10,50 m² avec encadrement,
 - la surface unitaire d’affichage des dispositifs lumineux autres qu’éclairés par projection ou transparence est limitée à 2 m² ;

ARTICLE 3 :

Les dispositifs suivants sont interdits :

- apposés sur tout mur ou clôture,
- scellés au sol **ou installés directement sur le sol, à l’exception de ceux mentionnés à l’article 2,**
- ceux installés en toiture et les bâches publicitaires mentionnées à l’article R. 581-55 du code de l’environnement.

ARTICLE 4 :

- les dispositifs scellés au sol **ou installés directement au sol, lumineux ou non lumineux, sont interdits, à l’exception de ceux mentionnés à l’article 2.**

- Dans les annexes : le plan « Servitudes d’Utilité Publique AC1, AC2, AC3 » sera remplacé par trois plans :
 - Lieux d’interdiction absolue de la publicité,
 - Lieux d’interdiction relative de la publicité,
 - Lieux d’interdiction des dispositifs publicitaires scellés au sol.

L’ensemble des avis exprimés, des observations recueillies au cours de l’enquête publique, ainsi que le rapport du commissaire-enquêteur et les adaptations retenues en conséquence ont été présentés lors de la conférence intercommunale des maires qui s’est tenue le 30 janvier 2020.